

NOUS DÉNONÇONS

Lettre ouverte d'alerte au premier ministre Michel Barnier

Nous, anciens ministres, anciens parlementaires, anciens dirigeants d'entreprises énergétiques, animateurs de centres de réflexion et spécialistes des questions énergétiques, dénonçons par cette lettre, l'extrême gravité pour la France de poursuivre la politique énergétique telle que proposée par le projet de Programmation Pluriannuelle de l'Énergie récemment publié par la DGEC.

Nous dénonçons la multiplication en France d'éoliennes terrestres ou en mer, ou de panneaux solaires qui ne servent en aucun cas à la décarbonation de notre pays puisque, grâce au nucléaire et à l'hydraulique, l'électricité y est abondante et déjà décarbonée à 95%.

Nous dénonçons l'illusion qu'une production d'électricité intermittente, totalement dépendante de la météo et impossible à stocker à grande échelle, puisse apporter aux français la sécurité d'approvisionnement électrique dont ils ont besoin.

Nous dénonçons les garanties de prix accordées aux producteurs de cette électricité intermittente qui leur donnent un accès prioritaire sur le marché de l'électricité, faussent les règles de fixation des prix, déstabilisent les marchés jusqu'à des prix négatifs, et nuisent à EDF qui doit ralentir sa production nucléaire pour laisser écouler les surplus d'électricité éolienne et solaire, tout en supportant tous les coûts fixes de ses centrales nucléaires.

Nous dénonçons les engagements de plusieurs centaines de milliards d'euros que les garanties de prix et subventions à ces énergies intermittentes coûtent et vont coûter à la collectivité nationale, au seul bénéfice de promoteurs et producteurs privés, et de leurs fournisseurs d'éoliennes et de panneaux photovoltaïques, en quasi-totalité importés de l'étranger qui déséquilibrent notre balance commerciale.

Nous dénonçons l'inflation des prix de l'électricité, pour les particuliers et les entreprises, que génèrent notamment les coûts de raccordement et d'adaptation des réseaux électriques à ces productions intermittentes émettées sur tout le territoire, qu'on ne fait pas payer aux producteurs et mis à la charge des consommateurs.

Nous dénonçons la nécessité technique, illustrée par l'exemple de l'Allemagne, de construire, au fur et à mesure de la montée de la part des énergies intermittentes, de nouvelles usines électriques fossiles afin de compenser les chutes brutales et imprévisibles de production de ces énergies en cas d'absence de vent ou de soleil.

Nous dénonçons les arbitrages budgétaires nuisibles à la neutralité carbone et au climat, illustrés par le projet de Budget pour 2025 dans lequel sont portés à 4 milliards d'Euros les crédits pour les garanties de prix données aux producteurs d'énergies intermittentes, sans effet sur le climat, tandis que sont réduites les aides à la décarbonation des secteurs les plus responsables des émissions de CO₂, dans l'habitat ou l'électrification des transports.

Nous dénonçons les effets anti sociaux de cette politique qui fait augmenter le prix de l'électricité, nuit aux ménages français les plus défavorisés dont le chauffage

repose sur le gaz ou le fuel, et les véhicules sur l'essence ou le diesel, tout en enrichissant les producteurs d'électricité éolienne ou solaire, sans effet sur le climat.

Nous dénonçons les pressions exercées sur la France, notamment via les directives européennes qui refusent la prise en compte de la contribution de l'énergie nucléaire à la décarbonation et sanctionnent financièrement la France, pour imposer le modèle de transition énergétique allemand d' « Energiewende » dont l'échec est patent sur le plan économique et de l'impact sur le climat.

Nous dénonçons les opérations d'ingérences étrangères en France visant également à promouvoir le modèle énergétique allemand, telles que dévoilées par les rapports de l'Ecole de Guerre Economique.

Nous dénonçons les risques d'atteinte à notre défense nationale pouvant être occasionnés par les éoliennes alors que la Suède vient d'annuler 13 centrales éoliennes en mer pour des raisons de sûreté nationale.

Nous dénonçons la présence au sein de notre administration, comme dans les institutions et entreprises énergétiques publiques, de responsables provenant de la mouvance antinucléaire et pro-éolien, avec des parcours professionnels imbriqués dans les syndicats professionnels des énergies renouvelables, qui jettent un doute légitime sur leur neutralité pour défendre un modèle énergétique conforme aux intérêts de notre pays.

Nous dénonçons enfin le financement par l'état français ou des entreprises énergétiques étatiques, d'associations et officines antinucléaires, pro éolien et photovoltaïque, qui dénigrent le modèle énergétique français et auxquelles sont confiées, dans certaines régions, les études d'élaboration des politiques énergétiques régionales.

L'adoption par votre gouvernement d'une Programmation Pluriannuelle de l'Energie qui persisterait dans cette politique de développement accéléré des énergies intermittentes, constituerait une véritable catastrophe économique et écologique pour notre pays et irait à l'encontre de l'annonce très opportune dans votre Déclaration de Politique Générale, qu'allait être réévalué l'impact de ces énergies, avant de persister dans le soutien public qui leur est donné.

Parce que nous avons été, pour certains d'entre nous, au cœur de la gouvernance énergétique de notre pays, nous pouvons vous affirmer que la poursuite aveugle du développement accéléré des énergies intermittentes en France, contribuera à un affaiblissement de notre souveraineté énergétique, à la déstabilisation de notre économie par l'inflation énergétique qu'elles génèrent, à la baisse de notre compétitivité industrielle, à une dépendance accrue vis-à-vis d'équipements importés de l'étranger, à une régression sociale et à des risques importants de coupures d'électricité à grande échelle.

Monsieur le Premier Ministre, cette politique ruineuse dont l'échec est patent en Allemagne, ne sert que quelques intérêts particuliers, majoritairement étrangers, aux dépens de l'économie française, des consommateurs et des contribuables français.

Malgré l'évidence de ses conséquences désastreuses, une partie de l'administration et du personnel politique continue de promouvoir cette politique au nom d'une idéologie anti-nucléaire aujourd'hui totalement dépassée et de la défense d'intérêts particuliers au détriment de l'intérêt général.

C'est pourquoi, Monsieur le Premier Ministre, nous avons l'honneur de vous demander solennellement de mettre un terme définitif à une politique énergétique qui cause d'énormes dommages à notre pays.

Henri Proglio, ancien Président d'EDF

Hervé Machenaud, ancien Directeur exécutif d'EDF

André Merlin, ancien Président fondateur de RTE

Bernard Accoyer, ancien Président de l'Assemblée Nationale, Président de PNC-France

François Goulard, ancien ministre de l'Enseignement supérieur et à la Recherche

Louis Gallois, ancien chef d'entreprise, ancien Commissaire Général à l'investissement

Michel Rousseau, Président de la Fondation Concorde

Xavier Moréno, Président du Cercle d'Étude Réalités Écologiques et Mix Énergétique

Christian Gérondeau, haut fonctionnaire français. Ancien délégué interministériel à la sécurité routière

Fabien Bouglé, essayiste, expert en politique énergétique